

**Collectif pour la Défense et la Modernisation  
de la ligne ferroviaire ALES-BESSEGES  
1 rue Mayodon 30100 ALES.**

Saint-Ambroix le 27 février 2015

**Monsieur le Préfet  
Préfecture du Gard  
10 avenue Feuchères  
30000 NIMES.**

**Objet : Ligne ferroviaire Alès-Bessèges**

Monsieur le Préfet,

A l'initiative conjointe de la Communauté de Communes Cèze Cévennes et de notre Collectif, un Comité de ligne a été organisé ce 20 février à St Ambroix.

Ont été présents à cette réunion :

- Le Conseil Régional en la personne de Mme MEUNIER POLGE Vice-Présidente chargée des Transports.
- Le Conseil Général dont deux Conseillers généraux avaient reçu mandat de M. Jean DENAT.
- SNCF Réseau.
- Le Cabinet CLARACO auteur d'un audit sur la ligne Alès-Bessèges.
- La Communauté de Communes Cèze Cévennes.
- Le maire de St Ambroix.
- Les responsables du Collectif de Défense de la ligne.

Nous avons regretté l'absence du représentant de l'Etat ainsi que celui du SMTBA, d'autant plus que l'assistance était conséquente avec de nombreux élus locaux, maires et conseillers généraux.

Outre la problématique ferroviaire, l'assemblée a assisté à l'exposé du projet de développement durable du territoire de la Communauté de Communes ; exposé d'autant plus intéressant qu'il a confirmé ce qu'avaient déjà montré les études antérieures diligentées par le SMTBA. A savoir la pertinence de la desserte ferroviaire notamment pour le transport scolaire. Ceci a retenu l'attention de la représentante de la Région.

Dans le débat animé qui a suivi toute velléité d'engager de nouvelles études a été vigoureusement écartée et la majorité des intervenants se sont accordés sur la nécessité de réaliser enfin les travaux que le COPIL du 25 juin 2012 avait définis pour un montant de 8 à 9 M€. Ceci permettrait de réhabiliter la voie pour permettre la circulation des trains à la vitesse nominale de 70kmh, d'améliorer les installations en gare de St Ambroix. Ce montant comprenait également l'édification d'une halte pour desservir le grand lycée JB. Dumas pour 1,8 M€ qui représentait la contribution du SMTBA.

Les représentants du département ont confirmé que les 500.000 € (quote-part du CG 30) étaient toujours inscrits au budget de celui-ci.

Le représentant de SNCF Réseau a dû préciser que si la ligne n'est plus référencée actuellement parmi les lignes exploitées, cela n'entraîne pas, pour autant, sa fermeture. Il y a, sur la région et ailleurs, des exemples de lignes remises en exploitation après l'exécution de travaux. Il a également admis que l'entretien des ouvrages d'art figurait sur une ligne budgétaire différente et n'entrait pas dans le calcul du coût annuel de la maintenance.

Si le CPER ne comporte pas de ligne budgétaire concernant Alès-Bessèges, Mme MEUNIER POLGE a indiqué qu'il y avait un financement possible dans le cadre du projet de territoire.

Compte tenu de ce qui vient de vous être exposé, nous vous prions Monsieur le Préfet, de bien vouloir réunir toutes les parties prenantes dans le but de finaliser le projet retenu par le COPIL en juin 2012 et qui avait, à l'époque, reçu l'aval de l'Etat. Après 32 mois de suspension du trafic ferroviaire, nous insistons sur l'urgence à mettre un terme à cette situation plus que regrettable.

Dans l'attente, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Préfet, l'assurance de notre haute considération.

Pour le Collectif\*.  
Claude DOUSSIÈRE

\* Association pour la Défense des Services Publics de la vallée de la Cèze.

\* Association des Usagers SNCF du Gard et Départements limitrophes

\* Comité de Défense des Services Publics et des Usagers de Vivre en Cévennes.

\* Syndicats CGT des cheminots d'Alès et de Nîmes.